

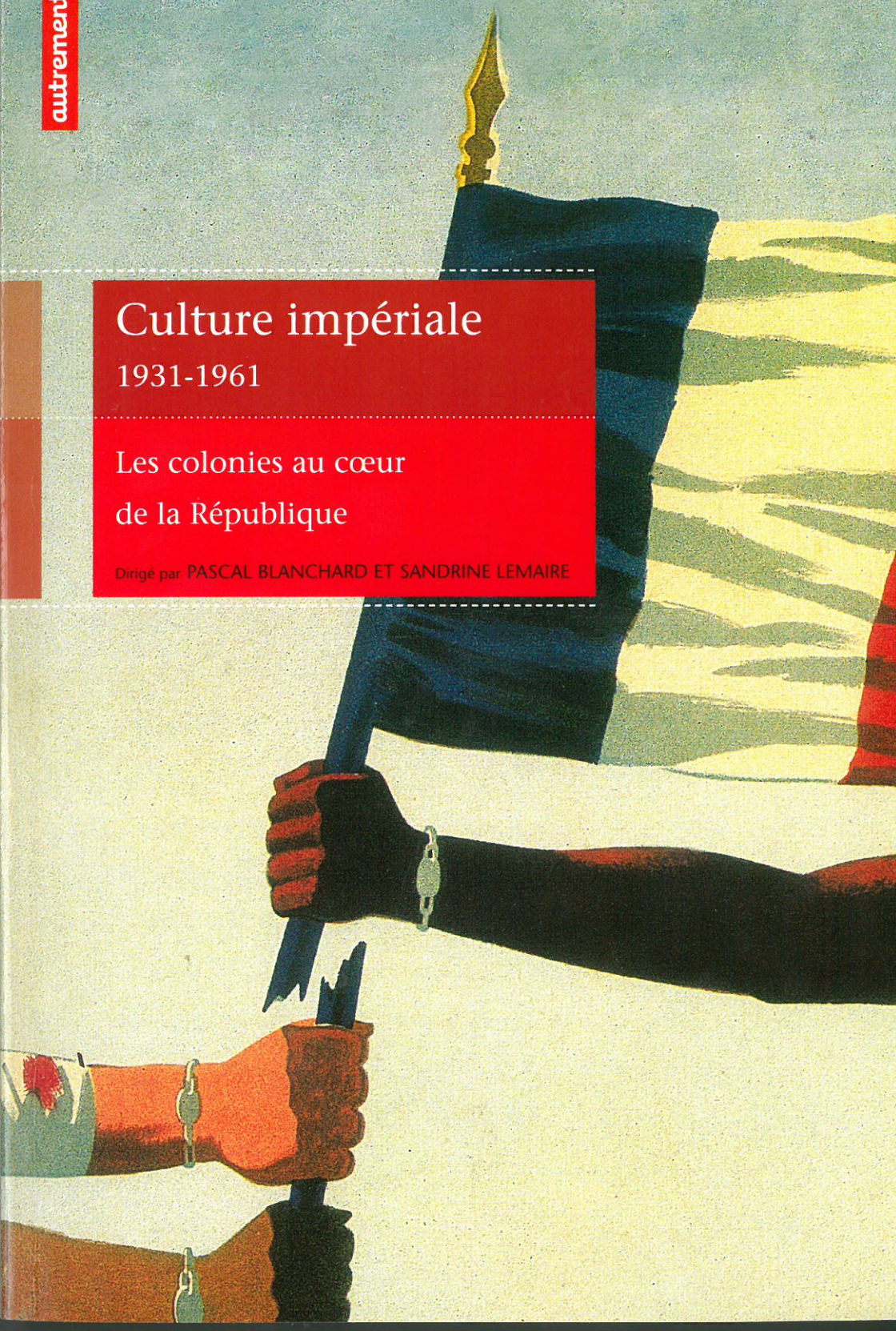
autrement

Culture impériale

1931-1961

Les colonies au cœur
de la République

Dirigé par PASCAL BLANCHARD ET SANDRINE LEMAIRE



Culture impériale

Les colonies au cœur de la République 1931-1961

Collection Mémoires

Collection dirigée par Henry Dougier

Suivi éditorial : Bertrand Richard

© Editions Autrement, 2004

Introduction

Les colonies au cœur de la République

Par Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire

Paul Reynaud, ministre des Colonies, annonce une dynamique *impériale* nouvelle dans son discours radiodiffusé d'inauguration de l'Exposition coloniale internationale de 1931 : « Le but essentiel de l'Exposition est de donner aux Français, conscience de leur Empire, pour reprendre le mot des hommes de la Convention. Il faut que chacun d'entre nous se sente citoyen de la Plus Grande France, celle des cinq parties du monde... La France métropolitaine a le plus grand territoire de l'Europe après la Russie. Elle n'est cependant que la vingt-troisième partie de l'Empire français. » Le moment est solennel, l'ouverture de l'exposition grandiose. Le terme d'*Empire* est, ici, choisi avec précision. La France, la République, les colonies, ne doivent désormais faire qu'un. Utopie, rêve d'une puissance retrouvée pour la France (certes « plus grande »), mais aussi émerveillement et gloriole devant la reconstitution de Vincennes qui fait de Paris la « capitale du monde » durant six mois. Comme l'affirment alors les affiches placardées dans toute l'Europe et dans l'Empire colonial, il est alors possible de faire, à Vincennes, et en un jour, « *le tour du monde...* ».

Le rêve de nos ailleurs perdus...

Spectaculaire, féérique, époustouflante, marquante sont autant de qualificatifs qui ont été prêtés à la plus grande des entreprises de propagande, en France, de toute la période coloniale. De toute évidence, l'exposition est un tournant majeur au cours de l'entre-deux-guerres. Du chef d'État aux parlementaires, des journalistes aux écrivains, des entrepreneurs aux commerçants, des ouvriers aux adolescents, tous ont été sensibles à cette mise en scène impériale. Venant de toute la France pour se plonger dans l'atmosphère

exotique, tant vantée par la publicité, d'une *autre France*, ayant entendu parler de ce théâtre « grandeur nature » par des visiteurs revenus émerveillés et subjugués ou à l'occasion de causeries radiophoniques enthousiastes, ayant vu des images enchanteresses aux actualités cinématographiques ou dans la grande presse, nombreux furent les Français influencés par les arguments propagandistes diffusés à l'occasion de l'exposition.

Comment ne pas être frappé par ce fameux tour du monde, écrivions-nous dans notre premier volume consacré à la *Culture coloniale*, « par ce voyage métaphorique d'un pays à un autre, sans jamais avoir à quitter le site, proposé par l'Exposition coloniale aux portes de Paris en 1931 ? En effet, cette énorme machine à informer sollicitait tous les sens pour vulgariser le message officiel en même temps qu'elle faisait rêver. Ainsi, chaque jour et chaque soir, des spectacles savamment orchestrés les plongeaient dans les reconstitutions de la cour de Behanzin, au cœur des processions rituelles de l'Annam ou dans les fastes des Nuits Coloniales, ces sons et lumières qui faisaient de l'exposition nocturne un monde magique, féerique et mystérieux. La propagande prenait alors l'aspect d'une représentation où l'État faisait le spectacle¹ ». De toute évidence, ce souvenir de l'année 1931² constitue un point focal essentiel pour comprendre la décennie qui s'ouvre — alors que le monde s'enfonce depuis deux ans dans une crise mondiale — et les générations politiques qui vont parvenir ensuite au pouvoir. La *culture impériale* connaît alors une apothéose sans équivalent. Trente ans plus tard pourtant, le second empire colonial au monde s'effondrera en moins d'une décennie (1953-1962), de la défaite de Dien Bien Phu aux accords d'Évian.

Aujourd'hui, encore, la date de 1931, point de départ de cette période, fascine et interpelle nos contemporains. Il suffit de relire *Cannibale* de Didier Daeninckx, relatif aux derniers *zoos humains* de la République française, pour comprendre ce moment de basculement entre deux époques, deux mondes, deux

¹ « Propager : l'Agence générale des colonies », Sandrine Lemaire, in *Culture coloniale. La France conquise par son Empire (1871-1931)*, Autrement, 2003.

² « Le tournant de 1931 est essentiel. Grand moment national pour les uns, patriotique pour d'autres, républicain pour la plupart, Vincennes reste et demeure, un moment d'Union nationale comme jamais jusqu'alors n'en avait connu l'entreprise coloniale en France. », in *Culture coloniale*, op. cit. Pascal Blanchard « L'Union nationale : la rencontre des droites et des gauches à travers la presse et autour de l'Exposition ».

imaginaires³. « C'était en mai 1931... » : c'est ainsi qu'en ce début d'année 2004 commençait un article paru dans *Le Figaro*⁴, sur une pleine page, dont le titre est évocateur : « Nostalgie. Le rêve de nos ailleurs perdus »... Les illustrations sont toutes relatives à l'Exposition de Vincennes. Et l'auteur de s'extasier sur « Cette vision d'une France fière de montrer au reste du monde les plus beaux fleurons de son empire... » tout en rappelant, avec justesse, que derrière ces images de glorioles républicaines, ce passé reste comme « une marque noire dans l'histoire de la République ». Il n'empêche, près de trois quarts de siècle plus tard, la *nostalgie* de cette « grandeur » — « supérieure à celle de Rome » affirmait à l'époque le journal *Le Temps* — est encore vivante, même si elle prend des formes ambivalentes.

Comment, aujourd'hui, relire cette période si paradoxale qui semble nous échapper dès que nous tentons de comprendre ce qui a conduit la République à s'engager dans le système colonial, pour la mener à la répression, le tout en totale opposition avec ses propres valeurs ? De même, comment ne pas être fascinés par le parfait *continuum* en matière d'engagement colonial entre des périodes historiques aussi différentes que la III^e et la IV^e République et plus encore le régime de Vichy ? Comme si cette *culture impériale* transcendait les régimes, les idéologies et les passions. Comme si, après soixante ans de propagande et de promotion (1871-1931), et après l'immense exposition parisienne — et dans une moindre mesure celle de Marseille en 1922 —, il y avait une adéquation entre la nation, le peuple de France et son empire. Comme si l'*oultre-mer* était alors en fusion avec l'*hexagone*, dans une sorte de « couple parfait » qui pourtant ne se connaissait pas lui-même ! Une *Union à la française* en quelque sorte.

Tout au long des trois décennies qu'amorce l'exposition, la France s'immerge dans une *culture impériale* alors à son apogée. Traversant les régimes les plus hétérogènes — du Front populaire à Vichy, du gouvernement d'union nationale de l'immédiat après-guerre aux coalitions successives de la IV^e République —, les

³ Nous renvoyons aussi à son avant-propos dans le présent ouvrage.

⁴ Jacques de Saint-Victor, « Nostalgie. Le rêve de nos ailleurs perdus », vendredi 2 janvier 2004, *Le Figaro*. Ce texte, en dernière page et largement illustré, s'inscrivait dans une longue série sur les « *nostalgies* » françaises, dont celui-ci était le 5^e volet portant sur le « temps des colonies ».

crises les plus tragiques — de la répression de Yen Bai au rejet du projet Blum-Viollette, du ralliement à la France libre aux répressions des années 1945-1947, du conflit indochinois aux indépendances du Maroc et de la Tunisie, des maquis d'Afrique noire à la guerre d'Algérie — et les mutations les plus nettes, cette culture marque et imprègne peu à peu les Français. Nous sommes passés d'une époque où le « colonial » pénètre le sens commun et s'impose progressivement au quotidien, à une génération qui se trouve imbibée « naturellement » par l'idée impériale. Au point de la voir fusionner progressivement avec l'idée de nation.

L'idée coloniale, une passion nationale...

Dans le présent ouvrage, les approches sont diverses et multiples. Les analyses des uns ne sont pas, sur un sujet encore brûlant, celles des autres. Il y a débat, comme le montrent, par exemple, les approches de Jacques Frémeaux sur l'Union française, les analyses de Catherine Hodeir sur le grand patronat colonial, les réflexions de Daniel Hémerly sur la relation à l'Indochine ou l'article d'Herman Lebovics sur l'héritage de cette histoire coloniale en France. Et cela est essentiel. Nous n'avons pas cherché à construire une réflexion uniforme qui aurait fait sens, mais plutôt à ouvrir un débat sur cette culture ultramarine qui imprègne progressivement la nation, et s'impose comme un élément fondateur de l'identité française, avec toutes les contradictions que cela implique. De fait, tous n'y ont « pas cru ». De toute évidence des « oppositions » ont existé. D'autres ont fermement partagé cette « utopie coloniale ». Mais, à notre sens, c'est à un tout autre niveau que cette « culture » doit être appréhendée. Il s'agit d'une influence qui touche l'ensemble des paradigmes de la nation France, de l'identité française et de notre culture républicaine. C'est, pensons-nous, un point central de notre « destin ». Cela explique pourquoi, le lobby colonial — peu habitué à l'euphorie quant à l'état de l'opinion publique et de son intérêt pour le domaine colonial français — a changé radicalement, en manifestant très vite son contentement, face à l'impact de l'Exposition de Vincennes et à l'engouement populaire qu'elle a déclenché. D'ailleurs dans un article intitulé « Les dernières heures de l'Exposition coloniale », *L'Illustration* évoquait ainsi ce moment

d'octobre 1931 : « L'Exposition se meurt, l'Exposition est morte – mais en beauté avec un concours de foule, un enthousiasme, une ferveur qui lui confèrent une manière d'immortalité, et la plus durable, celle du souvenir... Vendredi en fut la suprême journée d'élégances, et dimanche, la grande journée populaire. [...] ⁵».

« *Populaire* », le mot est lâché. Jusqu'alors l'idée coloniale était restée une affaire de spécialistes, c'est désormais une passion nationale. Cet Empire fait désormais partie du patrimoine hexagonal. Comme le montre l'analyse pétainiste au lendemain de la défaite, s'il y a un rejet global de la III^e République, il existe une exception notable dans cette dépréciation : ce domaine colonial qu'elle offrait en héritage au nouveau régime de « rénovation nationale ». À la fois populaire et transcendant les courants politiques, l'idée impériale se situe au-dessus des débats politiques et des clivages droite/gauche.

Stimulés par les ingrédients de cette « kermesse » populaire, les métropolitains découvraient leur domaine d'outre-mer et cette mise en scène valide, a posteriori, un message colonial rassurant sur le destin de la France, dans une période de crises profondes et multiples. Cette mise en scène structure en outre un certain regard sur la différence, qui renforce la spécificité « assimilatrice-intégratrice » de la France, en construisant deux mondes distincts : celui des *Français-gaulois* face à celui des *indigènes-étrangers*. D'une frontière invisible, on parvient progressivement à une lecture du monde qui guide nos pas. À ce niveau, la *culture impériale* a fortement marqué les années postérieures, bien au-delà des décolonisations.

L'autre visage des années 1930

Les années 1930 sont jalonnées par toute une série d'événements de moindre ampleur et moins retentissants, mais non moins efficaces car s'insérant dans le quotidien des Français. Événements permettant, en quelque sorte, de fixer la passion « rassurante » de Vincennes. L'Exposition coloniale internationale a donc été un *électrochoc* — au moment même où l'Empire commençait à se déliter — qui a permis de raviver l'étincelle d'intérêt pour la chose impériale,

⁵ « Les dernières heures de l'Exposition coloniale », *L'Illustration*, 21 novembre 1931, n° 4629, p. 360.

éveillée dans les consciences françaises au cours des années 1920, pour la transformer en véritable flamme, particulièrement à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

La République est alors en crise, suscitant un *repli impérial* en deux temps. Tout d'abord, le repli né, dès le début des années 30, des besoins économiques de la nouvelle conjoncture mondiale, fortement marquée par la crise en provenance des États-Unis, et qui se manifeste par le slogan d'autarcie impériale. Cette autarcie avait pour objectif de permettre à la France de se « nourrir » de son Empire. La Plus grande France devient dès lors un véritable champ d'action élargissant les consciences de l'hexagone aux frontières de la France coloniale. Ces slogans ont eu des répercussions concrètes sur la société. La presse et la littérature⁶ s'engagent fermement pour soutenir cette dynamique impériale, aux côtés du cinéma⁷, pénétrant ainsi le quotidien des Français. Le second repli, au cours des années 1938-1939, place à nouveau l'Empire sur le devant de la scène en raison des convoitises internationales et, dès lors, de l'enjeu qu'il représente pour la défense de l'hexagone face aux menaces de conflit.

De fait, en 1939, *L'Illustration* réalise une grande enquête intitulée « L'Empire Français. Réalité vivante » et débute ainsi sa série d'articles : « Il est inutile de rappeler aux lecteurs de *L'Illustration* par quelle conjoncture fatale les préoccupations coloniales ont gagné petit à petit l'opinion. [...] le souci de l'empire s'est d'abord manifesté dans l'opinion comme le sentiment que la France disposait d'un tableau jusqu'ici tenu en réserve et sur lequel, soit par négligence soit parce que nous étions trop engagés ailleurs, nous n'avions encore poussé que très distraitement notre mise. Puis, à l'instant même où notre pays prenait soudain conscience de sa force d'outre-mer, des menaces étaient ouvertement

⁶ Nous renvoyons à l'article d'Alain Ruscio, dans *Culture coloniale, op.cit.*, « Littérature, chansons et colonies », notamment lorsqu'il précise qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, « on peut considérer que le Parti colonial, au demeurant informel mais bien actif, s'est durablement structuré et qu'il a conquis l'opinion. La littérature devient alors un des moyens d'expression de ce Parti. Non qu'il se soit agi toujours d'ouvrages de commande mais le roman colonial répondait alors à l'air du temps, correspondait à un large consensus autour des valeurs de l'Empire ».

⁷ Nous avons largement souligné, dans un précédent article, l'engagement impérial du cinéma français, en précisant que celui-ci avait : « rempli une fonction de médiatisation essentielle dans la pénétration de la culture coloniale dans toutes les strates sociales et économiques, mais a donné aussi un sentiment de proximité à l'égard de ces mondes qui pouvaient sembler lointains [...] ». », in *Culture coloniale, op. cit.*, « Rêver : l'impossible tentation du cinéma colonial », d'Olivier Barlet et Pascal Blanchard.

proférées contre cet empire qui réalisait instantanément l'unanimité de la nation sur son bien attaqué. Dorénavant deux faits importants s'imposent, dont le voyage du président Daladier en Afrique du Nord a fourni une confirmation éclatante : deux faits avec lesquels toute politique extérieure devra désormais compter. C'est d'abord cette réalité vivante de l'empire, proclamée et renouvelée par cent peuples divers dont notre drapeau constitue le seul lien. C'est ensuite cette conscience farouche qu'a prise soudain chaque Français de son bien lointain. Ce champ d'outre-mer, il ne le connaîtra peut-être jamais. Mais il lui suffit qu'il sache qu'il lui appartient et que ses cousins l'ensemencent... Qu'on fasse mine d'allonger la main vers ces territoires perdus sous le feu du ciel, le voilà qui fronce les sourcils et qui gronde. Quand on veut toucher à son champ, Jacques Bonhomme prend sa fourche...⁸». Ainsi le long processus qui avait, au cours des années 1871-1931, fait passer la France d'une société exclusivement hexagonale à un environnement impérial⁹ se poursuit dans les années suivantes pour s'enraciner dans la psychologie collective.

Entre apogée et crises...

C'est une véritable *culture impériale* multiforme qui s'impose au cours des années 1931-1961 en dépit des changements politiques, du traumatisme majeur de la Seconde Guerre mondiale et du processus violent des décolonisations. On distingue de toute évidence plusieurs temps de l'imprégnation de la société française, sans pour autant pouvoir parler d'un processus régulier et uniforme. Il s'agit beaucoup plus de « vagues » successives qui, progressivement, s'imposent au sens commun, envahissent les consciences, transforment les mentalités. Une sorte de culture à la fois visible et invisible, pacifique et violente, omniprésente et lointaine.

On peut distinguer trois temporalités fortes : une véritable *omniprésence et apogée* du thème impérial dans la société jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; puis une période de *grandeur et d'utopies* au moment où l'Empire devient un

⁸ « L'Empire Français. Une réalité vivante », *L'Illustration*, 25 mars 1939, p. 344.

⁹ Nous renvoyons au premier tome de la trilogie sous la direction de Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire, intitulé *Culture coloniale. La France conquise par son Empire (1871-1931)*, *op. cit.*

enjeu crucial pour sauver la Nation et assurer son avenir puis des projets d'Union reflétant la volonté d'unir la France hexagonale à la France d'outre-mer ; enfin, une dernière période de *crises et de permanences* marquée par les conflits de décolonisation et la permanence du sentiment impérial français en dépit des changements intervenus à cette époque. Dès le début des années 1930, précise Sandrine Lemaire dans sa contribution¹⁰, « le mot Empire commence à être employé, attentivement dépouillé de toute connotation d'ordre politique et ne désignant que les populations groupées autour de la mère patrie. On parle également de *France d'outre-mer* ou encore de la *France extérieure*, de la *France des cinq parties du monde*, de la *France aux cent millions d'habitants*, de la *Plus grande France*, de la *France totale*... pour montrer que les colonies n'étaient que le prolongement de la France hexagonale ». Le contexte place en effet l'Empire au centre des conflits politiques nationaux mais surtout « des enjeux internationaux et de l'imaginaire des Français ». À la fin des années 1930, le terme s'impose dans la plupart des articles de presse pour devenir l'expression naturelle d'une grandeur retrouvée.

Pour comprendre, dans le temps long, les étapes structurantes de cette culture, nous avons choisi de multiplier les approches afin de mieux cerner ses modes d'expression. Ceci implique de prendre en compte les formes plurielles de sa diffusion (littérature, cinéma, manuels scolaires, affiches, cartes postales, presse, vignettes publicitaires...) mais aussi les principaux relais sociétaux qui la véhiculent, comme l'École, les mouvements scouts, l'Armée, les médias, le monde des entreprises, le discours des politiques, ainsi que les moments clés de ses mutations... et, bien sûr, les images et clichés fondateurs de cette culture. Cette transversalité de la démarche permet de mettre en exergue la complexité d'un phénomène que nous avons déjà identifié comme étant pourtant « extrêmement simple » mais qui s'interroge sur les processus par lesquels les Français sont devenus des « coloniaux ». Non pas des coloniaux *fanatiques*, ou

¹⁰ Voir son article « Promouvoir : fabriquer du colonial » dans le présent ouvrage concluant par ces lignes sur les années 1930 : « De fait, l'Exposition Internationale de Paris de 1937 puis le Salon de la France d'outre-mer de 1940 ont été les derniers grands événements, avant la guerre, comportant un aspect explicitement colonial. Ils délimitent chronologiquement une période durant laquelle les autorités françaises s'engagent fermement dans une dialectique impériale comme aucun autre gouvernement de la III^e République. »

simplement très au fait, ou encore particulièrement concernés par l'Empire... Mais pénétrés, imprégnés de cette *culture impériale* sans souvent en avoir une conscience claire, et qui, sans manifester une volonté farouche de le défendre ou sans en connaître la géographie exacte, n'en témoignent pas moins de leur attachement à son égard.

Nous précisons dans le premier volume¹¹, que la notion de culture nécessitait une définition précise, notamment lorsque l'on parle de « culture populaire visuelle, composée par l'ensemble des dispositifs imagés fixes – carte postale (dont les Français consomment plus de 500 millions d'exemplaires par an), photographie, affiche, jeu, illustration, bande dessinée, timbre... – et animés – cinéma, théâtre, cabaret, exposition... – destinés au public le plus large. Délimitation contestable, fluctuante, nous en convenons, mais, en même temps, indispensable, car les limites ultimes de la culture populaire ne peuvent être précisément dessinées sans revenir à chaque fois à une époque ou à un moment précis de l'histoire, à tel ou tel type de populations ou à telle ou telle génération ou classe d'âge. C'est bien à partir de ces formes, qui peuvent paraître anodines, que se trament les linéaments des mentalités collectives, que se construisent, se renforcent et se transforment les stéréotypes qui structurent l'imaginaire social... ». De fait, comme le soulignent Nicolas Bancel et Daniel Denis dans leur article « Éduquer : comment on devient "Homo Imperialis" » portant sur les univers de fabrication du colonial par l'école et les manuels scolaires « les colonies sont à l'évidence un espace de projection de ce que la métropole souhaite d'abord pour elle-même : progrès économique, unité de toutes les couches sociales et abolition des clivages raciaux autour d'un même projet (la modernité), enthousiasme partagé pour l'utopie républicaine et la perspective, certes lointaine, de l'égalité. À certains égards, on peut même avancer que la "mission civilisatrice" de la France renvoie à l'idéal scolaire lui-même et s'inspire étroitement de son programme en affirmant la possibilité d'une transformation, par l'éducation, des "indigènes" considérés, selon un schéma récurrent, comme des enfants qu'il convient de faire grandir. » On le voit, plusieurs strates culturelles se

¹¹ Il s'agit d'un article de Nicolas Bancel et Pascal Blanchard, « Civiliser : l'invention de l'indigène », in *Culture coloniale, op. cit.*

superposent qui, au final, forment un tout multiforme, mais cohérent dans sa dynamique interne.

De l'espace colonial au champ impérial

Dans un tel contexte, on comprend que le concept de *Nation-Empire*, qui marque le passage du concept colonial au concept impérial, était alors « une étape essentielle de l'idée de citoyenneté en France et de la fixation du débat sur l'altérité. » Plus qu'un engagement politique, il s'agit surtout, nous le comprenons aisément, d'évaluer l'imprégnation culturelle de la société. Celle-ci n'avait désormais plus besoin d'événements très spectaculaires car elle était sollicitée au quotidien via de multiples supports et vecteurs. Le fait impérial était banalisé et c'est bien ce qui témoigne, sans doute plus que tout autre indice, du fait qu'il s'agisse désormais pour nous d'un élément culturel classique, comme tout autre fait national.

Dès lors, « l'Empire français connaît un soutien politique sans précédent, réunissant la droite et la gauche derrière une vision de la grandeur de la nation. Il en est de même dans le domaine culturel où l'idée de l'Empire fascine de nombreux artistes et intellectuels... et exerce une influence profonde sur leur travail. ¹²» La *culture impériale*, c'est alors cette omniprésence au sein de la société française du domaine colonial qui, après avoir été la Plus grande France dans les années 1920-1930, a progressivement été re-qualifié au profit du terme *Empire* dès la fin des années 1930 et durant Vichy, pour devenir ensuite, dans le vocabulaire officiel, la France d'Outre-mer, puis l'Union Française, la Fédération, la Communauté Française... Dans l'opinion comme les médias, malgré cette multitude de termes, on ne cessera de parler de « colonies » ou d'« Empire » pour qualifier cette « Autre France ».

Le temps des premières migrations coloniales

¹² Voir l'article dans le présent ouvrage de David Murphy, Elizabeth Ezra et Charles Forsdick, « Influencer : itinéraires culturels et idéologique ».

Le contexte hexagonal était par ailleurs, et au même moment, paradoxal. Il aboutit notamment à la loi du 10 août 1932 qui établit, pour la première fois de manière active, le contrôle et le contingentement de l'immigration en France (fermeture progressive des frontières), et accorde une priorité aux travailleurs français. Pour autant cette époque est marquée par un processus migratoire qui a modifié la nature même de la *culture impériale*, la rendant plus palpable, plus réelle, plus quotidienne. C'est maintenant par dizaine de milliers que les « indigènes » sont présents en France, notamment à Paris¹³. C'est aussi à la même époque que Georges Mauco publie son ouvrage *Les Étrangers en France*. L'auteur intègre dans son analyse, comme fondement de sa démarche, les préjugés naturels des nationaux et les potentialités d'assimilation de chaque population immigrée. Des étrangers sont désirés, et d'autres non.

Le rejet des populations *exotiques* est alors patent et souligne la rupture nette entre discours à destination des Outre-mers et pratiques sur le sol métropolitain. Cette *fracture raciale*, dont nous voyons trois quarts de siècle plus tard les conséquences au sein de la société française, s'affirme alors que l'édifice colonial est en formation, selon le discours officiel, sur une base de fusion des peuples à moyen terme. C'est un moment fondateur de l'identité nationale, trop souvent minoré par les analystes de l'histoire contemporaine française, qui façonne cependant la France des générations suivantes. La concomitance de ces thèses, à la base des pratiques en matière d'immigration des IV^e ET V^e Républiques, montre la contradiction formelle d'une nation alors en quête d'identité¹⁴. Contradiction apparente dans les campagnes de presse régulières contre ces « indésirables » qui, en métropole, « nuisent » à l'unité de la nation, alors qu'aux colonies, ils fortifient la puissance et l'unité nationale.

Pourtant, malgré ce « rejet » envers tout apport migrant issu de l'empire, en opposition avec la demande d'un patronat en quête de main-d'œuvre corvéable

¹³ Voir sur ce point l'article dans le présent ouvrage de Pascal Blanchard et Éric Deroo sur le « *Paris exotique* » des années 1930 : « Paris devient la première ville d'immigration "exotique" en Europe et son identité, tant politique que culturelle, s'en trouve modifiée en profondeur. Cette période, où s'installent avec des destins divers les "trois couleurs de l'Empire", inaugure un demi-siècle de migrations continues qui vont modifier la nature de la société hexagonale et constituent aujourd'hui, avec la question de l'intégration, un des "particularismes" de l'identité française en Europe. »

¹⁴ Pour plus de développements sur cette question, nous renvoyons à Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Françoise Vergès, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, Albin Michel, 2003.

et rentable, se déclarer en faveur de l'Empire c'est contribuer au sentiment collectif d'appartenir à la nation. Être colonial, c'est être Français ! C'est même un facteur de cohésion nationale, — jusqu'à l'éclatement « algérien » de l'unité nationale — nourri par une mission, un destin commun. Dans ce processus, la Seconde Guerre mondiale est un moment charnière et marque une rupture dans la perception de l'autre mais aussi dans la perception des colonisés vis-à-vis des Français. Le régime de Vichy a ainsi tout mis en œuvre pour associer le destin national hexagonal à celui de l'Empire Français¹⁵.

Le temps de la Révolution impériale

Avec le régime de Vichy, on assiste en effet à un retour en force du message colonial et à un slogan plein de promesses : *la France continue*. Avec la défaite et l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain, l'actualité coloniale s'impose très vite aux Français. Les événements de Mers el-Kébir, de Dakar, de Syrie et de Madagascar déclenchent de multiples réactions en faveur de l'Empire. Il devient l'espoir et la garantie que la « France éternelle » survivra. Il représente surtout pour Vichy, l'espoir de conserver un rôle de grande puissance, malgré la défaite, et reste un atout essentiel dans les négociations avec les troupes d'occupation. La période de Vichy a donc été marquée par une intensification de la propagande officielle. Outre la presse, sous contrôle, qui diffuse quotidiennement le discours gouvernemental sur l'Empire, la littérature, les illustrés, le cinéma et les actualités cinématographiques deviennent de dociles zéloteurs de la Révolution impériale. Mais c'est surtout à travers les manifestations organisées par le régime que la propagande coloniale s'est imposée en métropole, sous la conduite de l'Agence économique des Colonies qui, réorganisée en 1941, devient un organisme unique pour l'ensemble des territoires coloniaux.

On ne mesure pas assez, derrière ce que ce régime a signifié en matière idéologique et politique, l'enjeu impérial au cours de ces années. C'est pourtant une époque fondatrice pour la question coloniale en France, qui préfigure les

¹⁵ Voir sur cette question les articles dans le présent ouvrage de Ruth Ginio et Pascal Blanchard, ainsi que celui sur la période de transition (1940-1955), de Sandrine Lemaire, Catherine Hodeir et Pascal Blanchard.

quinze années d'utopie et de crises qui suivront. Ainsi ces années consacrent-elles définitivement l'usage du terme « Empire », relayé à l'infini par la presse, la littérature, les illustrés, les causeries radiophoniques, le cinéma de fiction mais aussi les actualités, ainsi que le quotidien des jeux, de l'alimentation... alors que simultanément cet Empire est quasi-perdu pour le régime. Le mythe repose plus que jamais sur de l'illusion. Ce qui lui donne tout son sens réel.

En effet, la *culture impériale* n'a pas besoin d'espaces coloniaux, elle n'a besoin que de donner vie à une utopie, une passion, une croyance. Dans le cas de Vichy, elle est le seul espace « d'espoir » pour une nation effondrée. On comprend mieux l'inflation propagandiste de ces années et la permanence des idéaux alors promus. Les affiches et les mises en scène organisées par le régime, lors de la semaine coloniale de 1941, de la Quinzaine impériale de 1942, ou sur les différents parcours du train-exposition des colonies de 1941 à 1944, relaient les nouveaux projets et l'idéologie impériale notamment autour des grands thèmes que constituaient la *conquête des cœurs*, l'Eurafrique ou le Transsaharien...

Les Français souhaitaient croire en ce mythe « idéal » dans la mesure où il offrait un « lendemain » possible, un espoir dans les ténèbres de la défaite. Comme le soulignent Pascal Blanchard et Ruth Ginio dans leur contribution sur la *Révolution impériale*, les technocrates du régime n'ont de cesse de clamer qu'il faut former la *nation* au *colonial*. Pour eux, la *culture impériale* n'est alors que superficielle. Superficialité à combattre via une action de propagande et de promotion de l'idée impériale : « Pas de colonisation sans métropole consciente ! » avait affirmé Robert Delavignette. Dès lors, tous les Français doivent prendre part au jeu colonial. Au sortir de la guerre, dans l'euphorie de la Libération, on comprend mieux l'absence de remise en cause de ce processus, la répression de Sétif et le mythe de l'Union française.

Le rêve d'une France unie !

La *culture impériale* en 1945 est donc le résultat d'une conjonction d'influences, de relais et d'interactions. Cette culture composite a créé des

générations de Français qui sont plus que jamais imprégnés et acquis à la cause nationale supra-hexagonale, au fait impérial, au moment même où les luttes pour l'accession à l'indépendance vont se multiplier. Cette culture forme ce terreau favorable au rêve d'une « France unie », dont parle Jacques Frémeaux dans sa contribution, pour mieux ressouder la nation meurtrie par les déchirures profondes des quatre années de guerre. Penser Empire, Union française, pour mieux oublier la désunion nationale. La « désunion » provoquée par la Seconde Guerre mondiale au sein de la société française, notamment dans la rupture très forte entre *collaborateurs* et *résistants*, a donc clairement suscité un nouveau besoin de resserrer les liens de la nation autour de l'idée impériale.

Le 8 mai 1945 est sans doute l'événement qui permet de comprendre le mieux la situation paradoxale de la France au cours de ces années. Le jour de la victoire des forces alliées sur le nazisme, des émeutes éclatent en Algérie à Sétif, faisant vingt et un morts européens. D'autres soulèvements ont lieu à Guelma, Batna, Biskra et Kherrata les jours suivants, entraînant cent trois autres morts dans la population européenne. La répression qui suit est d'une brutalité qui ne trouve d'équivalent que lors de la conquête du pays cent quinze ans plus tôt : mille cinq cent morts officiellement, sans doute plus réellement, entre six et huit mille.

La Seconde Guerre mondiale marque une rupture historique : l'anticolonialisme affiché des États-Unis et de l'URSS, la tribune offerte par l'Organisation des Nations Unies (ONU) aux pays nouvellement indépendants, l'Inde en 1947, l'Indonésie en 1949, le renforcement des partis nationalistes dans toutes les colonies françaises sont les signes de la déliquescence du système colonial. Sur le plan politique, la conférence de Brazzaville a suscité bien des espoirs chez les colonisés, dans l'attente d'un assouplissement de l'accès aux élections dans les colonies et l'octroi de plus grandes responsabilités de gestion des affaires locales. Malgré un premier projet progressiste, qui soulève une contre-offensive du lobby colonial à travers la tenue des États-généraux de la colonisation, le texte finalement adopté en 1946, après le vote de la constitution de la IV^e République, est un compromis entre les doctrines d'assimilation et d'association, qui ne répond pas aux attentes des députés coloniaux. Le principe

du vote séparé des colons et des colonisés est maintenu, bien que l'accès aux responsabilités locales des élites soient étendues grâce aux assemblées territoriales, auxquelles des élus autochtones peuvent accéder.

Mais, l'Union française ne sera qu'un « replâtrage » des anciennes institutions coloniales, en maintenant le principe de l'inégalité entre Européens et colonisés. En Indochine, les relations entre le Viet Minh et la métropole se dégradent et débouchent sur le conflit en décembre 1946. Une longue guerre coloniale débute, qui minera toute la IV^e République. Le nouveau message de la propagande coloniale se structure autour de la valorisation de la modernisation coloniale et la disparition des typologies raciales d'avant-guerre. La France se présentant désormais comme le promoteur du développement économique colonial, l'« indigène » devient l'instrument de cette politique.

Les premières fissures impériales...

Ainsi, l'idée impériale a-t-elle tellement pénétré la société française qu'elle a créé de véritables réflexes. De réelles habitudes « culturelles », comme le souligne Herman Lebovics dans son article en montrant la permanence de celles-ci jusqu'à nos jours, mais aussi de « répressions » quasi-automatiques aux colonies (voir en métropole contre des « indigènes ») qui seraient impensables contre des « *citoyens français* ». Daniel Hémerly, dans son texte très précis sur les mentalités françaises au moment du conflit indochinois, montre les mécanismes complexes conduisant, à terme, à s'interroger sur la « décolonisation des mentalités en métropole » ; quant à Jean-Luc Einaudi il souligne la pénétration lente de cette « violence » coloniale en métropole contre les populations algériennes lors du conflit.

Il s'agit là, soulignent-ils, d'un modèle spécifiquement français correspondant simultanément aux récents flux migratoires, qui se traduisent par l'arrivée en France de nombreux immigrés issus de l'Empire dans les années 1950, comme le montrent aussi les deux articles consacrés aux migrations venues d'Afrique noire¹⁶, ou à celles — déjà anciennes dans Paris — venues

¹⁶ Sur ce point, on se reportera à l'article de Philippe Dewitte, dans le présent ouvrage.

d'Afrique du Nord¹⁷. Les conflits en lien avec les décolonisations n'interrompent pas ces mouvements. Aussi, alors même que la France perd ses colonies, les consciences françaises, a contrario, sont-elles imprégnées davantage encore du sens impérial.

En outre, un nouveau contexte international et les revendications de plus en plus fortes émanant des colonisés ont contribué — voire même poussé les dirigeants politiques de la IV^e République — à changer le cadre institutionnel colonial. C'est ainsi que l'immédiat après-guerre voit naître le désir d'une France unie, pas uniquement dans le cadre hexagonal mais dans le cadre de la France d'au-delà des mers. L'Union Française qui en découle incarne donc ces espoirs, élaborant en même temps un mythe, qui ne repose sur aucune réalité : celui d'une union véritable entre les Français résidants en métropole et ceux d'Outre-mer. Parallèlement, l'engagement du grand patronat colonial dans le soutien actif d'une politique de développement économique de l'Empire est une évidence et la volonté d'industrialisation de celui-ci est acquise¹⁸. La planification coloniale est alors la norme, comme le travail à destination du grand public pour le convaincre de l'action du gouvernement et d'un avenir possible avec les *oultre-mers*. Le réveil tardif de ce « capitalisme colonial moderne » est le produit direct de la culture « impériale » diffusée tout au long de l'avant-guerre, s'affirmant sous Vichy et tentant de se développer au lendemain de la Conférence de Brazzaville. Le grand patronat ultra-marin appuie également avec force la politique économique initiée lors de la Conférence de Brazzaville.

La France, qui est passée d'un temps *colonial* à un temps *impérial* que les premières décolonisations n'ont pas rompu immédiatement — que ce soit en Indochine malgré l'humiliation militaire, ou en Tunisie et au Maroc —, s'enfonce dans une époque de répressions sans précédent. En effet, si au cours de la pénétration de la *culture coloniale* lors de la période 1871-1931, les prémisses d'un sentiment colonial se dessinaient, la période postérieure indique combien les colonies se trouvent au cœur de la République et de la société française en

¹⁷ Voir l'article collectif dans le présent ouvrage, qui prolonge le travail initié dans l'ouvrage de Pascal Blanchard, Éric Deroo, Driss El Yazami, Pierre Fournié et Gilles Manceron, *Le Paris arabe*, La Découverte, 2003.

¹⁸ Voir sur ce point l'article dans le présent ouvrage de Sandrine Lemaire, Catherine Hodeir et Pascal Blanchard, « Economie coloniale : entre mythe propagandiste et réalité économique ».

général. Lors de la période 1931-1956, deux phases se distinguent donc : la première est marquée par le discours colonial républicain qui cherche à mettre en phase la société avec la Plus grande France et le monde colonial ; la seconde permet de déceler combien la *culture impériale* est entrée dans les habitudes nationales, parvenant alors à un point de non-retour... Cette seconde phase correspond précisément à la période de la cristallisation de la question algérienne et de l'arrivée, en métropole, d'une violence jusqu'alors souvent « réservée » aux Outre-mers et dissimulée aux métropolitains, comme le précise Jean-Luc Einaudi dans son article.

Une fracture profonde : l'Algérie

De fait, avec la guerre d'Algérie, se produit une fracture profonde — comme l'ont montré les différents travaux de Benjamin Stora — qui, depuis, se double d'une seconde, celle de l'oubli. Sans doute qu'alors, le double discours de la métropole ne peut plus être assumé : faire croire que « là-bas » est comme « ici », ou en passe de le devenir, leitmotiv constant de la propagande coloniale, devient soudain absurde, incompréhensible devant la volonté (violente), enfin palpable, des colonisés de se séparer de la métropole. On peut même souligner — comme nous l'avions précisé dans une étude récente pour les *Cahiers français* sur la mémoire coloniale — que ce que la propagande avait montré jusqu'alors, à savoir une image de *l'utopie républicaine* parfaite, était tellement éloignée de la réalité qu'elle rendait incompréhensible la situation algérienne. Autant de facteurs qui annoncent une crise nationale majeure, à l'égal de l'affaire Dreyfus ou de Vichy.

Pour la grande majorité des Français de cette fin des années 1950, imbibés consciemment ou pas de *culture impériale*, le domaine colonial est effectivement une utopie parfaite : absence de conflits de classes, coopération de tous à un même idéal de progrès (économique, social, culturel, civilisateur...), métaphore compensatrice de l'harmonie impossible en métropole depuis la Libération. Une société sans conflits, une communauté ayant résolu ses divergences, ses inquiétudes identitaires et les angoisses liées aux transformations sociales et

techniques. Un monde idéal. Or, le miroir explose avec le départ des appelés. L'utopie s'effondre. À l'époque, les réactions d'effarements et de protestations de dignité contre la torture en Algérie (*Témoignage Chrétien, Les Temps Modernes, Esprit, L'Express, Le Monde...*) montrent le choc profond ressenti dans l'opinion. Mais pour comprendre ce moment de rupture, il est indispensable de remonter le temps, de revenir à 1931, moment ultime qui a vu les Français s'extasier devant les splendeurs de l'Empire¹⁹.

Sans surestimer l'ampleur de son emprise réelle sur les structures sociales et la vie quotidienne des Français, sans considérer que, des intentions à la pratique et de la pratique aux effets concrets, il existe des liens mécaniques, on peut cependant exhumer des traces de cet héritage impérial. Il est possible en effet de suivre, comme nous avons essayé de la faire ici, à tous les niveaux de la société française les traces d'une certaine « éducation » « à la française » au colonial. À l'École en premier lieu — via les manuels scolaires ou l'omniprésence des outils pédagogiques et des actions de la Ligue Maritime et Coloniale —, dans le mouvement scout ou les médias les plus populaires comme le cinéma, dans le cadre des micro-expositions annuelles ou dans les fastes des régimes successifs : l'Empire est présent. Tout a été entrepris pour faire des petits Français de petits « citoyens coloniaux ». En effet, de la Communale aux études supérieures, l'histoire enseignée propose une vision idéalisée du devoir de la France consistant à coloniser. Être « pour » l'épopée coloniale c'est alors être un « bon Français », être pour la « mission civilisatrice », c'est soutenir la « grandeur de la France », être pour l'Empire c'est contribuer au sentiment collectif d'appartenir à la nation... et ce au-delà des clivages politiques traditionnels. Être colonial, c'est être Français ! Ces croyances deviennent des dogmes quand elles sont professées par l'instituteur, le militaire, le ministre, l'acteur, le publiciste, l'écrivain... La *croisade coloniale* devient alors, comme Jeanne d'Arc, Napoléon, Clovis et la Révolution française une énième brique dans l'édifice national. Sauf que celle-ci se construit en même temps qu'elle s'énonce. Chacun a le sentiment de participer, de contribuer à cette épopée, que va venir briser le conflit algérien.

¹⁹ Herman Lebovics, *True France*, Cornell University Press, 1992, notamment le chapitre sur l'exposition coloniale et Patricia Morton, *Hybrid Modernities. Architecture and Representation at the 1931 Colonial Exposition, Paris*, Mit Press, 2000.

Le dernier tournant

Les réformes décisives engagées par De Gaulle en 1958 en Algérie — suffrage universel, aides économiques massives aux indigènes... — arrivent trop tard, bien après celles engagées en Afrique noire française par exemple, réputée pourtant largement plus « attardée » que le Maghreb. Le discours républicain colonial s'est enferré, en Algérie plus que partout ailleurs, dans l'illusionnisme, la déformation et le mensonge... sans même parler de la trahison à l'égard des pied-noirs et le drame des Harkis. Et, plus que partout ailleurs, précisément parce que l'Algérie était la « colonie modèle », le « joyau de l'empire » et surtout le « prolongement de la France », ces contradictions ont été dévastatrices, déclenchant les prémices d'une guerre civile (avec l'OAS) mais aussi des crimes d'État (comme le 17 octobre 1961 à Paris), et constituant finalement un fait qui ne peut être pleinement assumé, comme le montre le livre récent de Jean-Marc Bénéamou.

Ce miroir algérien de la France, « d'une France républicaine mythiquement égalitaire, d'une France sans conflits, ce miroir, au moment où il se brise, emporte avec lui une part du rêve républicain » écrivions-nous dans un article consacré au conflit algérien²⁰. En France se reconstituent aujourd'hui quelques fragments — la démarche historique rappelant les célébrations du centenaire de 1830, l'échec du projet Blum-Viollette en 1936-1938, Sétif le 8 mai 1945, la torture, le 17 octobre 1961... —, stupéfiants dans leur violence, avant que nous les évacuions. Car la France n'a pas su rassembler tous les fragments de cette histoire complexe, ce qui permettrait de comprendre qu'ils font système, qu'ils constituent une part importante de son imaginaire collectif.

La guerre d'Algérie — qui clôt le présent volume et ouvre le prochain sur la *Culture post-coloniale (1961-2001)* — est devenue la question centrale de la vie

²⁰ Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire et Pascal Blanchard, « Le miroir colonial brisé », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

politique française depuis un demi-siècle²¹, au point de « vampiriser » l'histoire de l'immigration et d'étouffer toute capacité à faire évoluer le concept d'identité nationale. Mais la polarisation des prises de position autour de la question algérienne est loin de recouvrir mécaniquement les clivages politiques. Le fait que la gauche socialiste française ait « trahi ses valeurs » lors du conflit est encore aujourd'hui un traumatisme profond. De même, la mythologie gaulliste commence à s'effondrer : celle qui voulait que De Gaulle ait opté pour des réformes radicales en Algérie puis accepté l'indépendance de la nation algérienne assez rapidement. En réalisant cette décolonisation, De Gaulle se sépare surtout d'un héritage et tente de tourner une page de l'histoire de France sans véritablement mesurer la profondeur de son enracinement. Enfin, la mythologie de l'extrême droite française est toujours liée avec force à cette mémoire de la guerre algérienne, comme si celle-ci était fondatrice d'une identité doctrinale à l'équivalent des quatre années du régime de Vichy. C'est à la suite de ce processus incomplet que l'échec colonial ne peut que très difficilement être accepté et analysé en France à l'aube du XXI^e siècle.

L'héritage réel ou fantasmé de l'Empire colonial reste donc un nœud de notre conscience nationale. Après un tel « désastre », on comprend, comme l'exprime Herman Lebovics, que la France ait souhaité « *repartir de zéro* », comme pour Vichy. Pourtant il lui apparaît « imprudent » et dangereux que la France souffre encore de ce déficit de « mémoire coloniale » et qu'elle cherche toujours à « effacer le souvenir de son empire colonial dès l'instant de sa dissolution ». Il en est de même, poursuit-il, des « *traces de cette mémoire* », notamment en cherchant à faire disparaître les vestiges du Musée des colonies, aujourd'hui sans destin, ni projet dynamique sur la mémoire coloniale. Alors que, précise-t-il, « nous autres, Américains, ne nous laissons jamais de débattre des crimes commis en notre nom – comme si l'acte de contrition pouvait valoir réparation réelle d'une injustice –, la France a eu tendance à expurger son histoire nationale de ses épisodes les plus discordants et déplaisants, au point d'amener ses intellectuels à ne plus débattre que des méfaits du passé. » Ce

²¹ Nous renvoyons, en ce qui concerne l'actualité de cette question, à l'exposition présentée à l'Hôtel de Sully depuis le mois de janvier 2004 sur les photographies de la guerre d'Algérie, coordonnée par Benjamin Stora et Laurent Gervereau.

rapport entre rejet mémoriel de la colonisation sur le long terme et l'omniprésence dans les débats intellectuels du traumatisme algérien montre bien la difficulté de fixer de façon permanente ce passé dans la mémoire collective nationale. Les débats qui s'annoncent autour du projet d'un musée de l'immigration à Paris, qui s'installerait dans l'ancien Musée des Colonies de la Porte Dorée et ceux autour du projet de musée de l'Outre-mer à Marseille, vont sans aucun doute mettre en perspective les enjeux nationaux d'une telle analyse du passé de même que les nombreuses commémorations de l'année 2004²². Ce texte, le dernier du présent ouvrage, introduit — telle une transition — le prochain et dernier volume sur la période 1961-2001²³, qui abordera les multiples « vestiges » de cette *culture impériale* auxquels on ne prête guère attention aujourd'hui mais qui n'en sont pas moins réels et opérants.

La question de la *mémoire* est au centre des enjeux de notre société contemporaine. On peut dès lors reprendre au compte de la mémoire « coloniale » ce qu'écrivait Henri Rousso dans son ouvrage sur la mémoire relative à la période de Vichy : « Car le travail de mémoire, c'est-à-dire l'organisation des souvenirs et des oublis, et la cohésion donnée a posteriori au passé, fonctionne dans un groupe politique comme à l'échelle des individus : il conditionne la préservation de l'identité. Sous la forme d'une tradition ou d'un mythe, la mémoire permet la transmission de valeurs aux nouvelles générations. Par ses oublis, ses refoulements, ses occultations, elle permet de résister au sentiment d'altérité du temps qui change, ou encore d'absorber et d'assumer non sans un coût parfois élevé, les traumatismes vécus, subis ou infligés²⁴ » Ceci souligne aussi la difficulté que nous avons, nous, Français, issus de l'immigration ou non, à questionner la période coloniale, cette époque récente de notre

²² Rappelons les commémorations de 2004 qui, plus ou moins visibles, vont du 90^e anniversaire de l'Appel à l'Empire lors de la Grande guerre au 70^e anniversaire du débarquement en Provence de l'Armée d'Afrique en août 1944 ou encore à la conférence de Brazzaville qui marque un tournant majeur dans le destin de l'Empire. Ceci sans oublier, au mois de novembre, le 60^e anniversaire de l'insurrection algérienne qui fait suite aux autres actions mémorielles associées au conflit indochinois et à la défaite de Dien Bien Phu.

²³ Le troisième volet (1961-2001), couvrant la période courant de la fin de la Guerre d'Algérie à la campagne pour les Présidentielles de 2001, sous le titre *Culture post-coloniale*, est programmé pour le premier trimestre 2005.

²⁴ Henry Rousso, *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, Folio Gallimard, 1992.

histoire. Sans doute parce que cette histoire n'est pas « passée »²⁵. Qu'elle est toujours au présent. Toujours ici, et maintenant.

²⁵ C'est l'une des conclusions majeures d'une étude réalisée tout au long de l'année 2003 sur Toulouse, dont les conclusions vont être publiées, en 2004, sous le titre *Mémoire de l'immigration, mémoire coloniale, mémoire urbaine*, dans le cadre du programme interministériel Cultures, villes et dynamiques sociales (sous la direction de Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Emmanuelle Collignon et Sandrine Lemaire).

Sommaire

Introduction : La pénétration de la culture impériale en métropole

Sandrine Lemaire et Pascal Blanchard 5

Avant-propos : La marque de l'histoire. 1931-1961.

Didier Daeninckx 33

I - 1931-1939 : OMNIPRESENCE & APOGÉE

Promouvoir : faire du colonial

Sandrine Lemaire 45

Influencer : itinéraires culturels et idéologiques

David Murphy, Elizabeth Ezra et Charles Forsdick 61

Manipuler : à la conquête des goûts

Sandrine Lemaire 75

Éduquer : comment devient-on « homo imperialis »

Nicolas Bancel et Daniel Denis 93

Contrôler : Paris, capitale coloniale

Pascal Blanchard et Éric Deroo 107

II - 1940-1953 - GRANDEUR & UTOPIES

Révolution impériale : le mythe colonial de Vichy

Ruth Ginio et Pascal Blanchard 125

Economie coloniale : Entre mythe propagandiste et réalité économique

Catherine Hodeir, Sandrine Lemaire et Pascal Blanchard 145

Union française : le rêve d'une France unie ?

Jacques Frémeaux 163

Décoloniser la France : le « syndrome indochinois »

Daniel Hémerly 175

III - 1954-1961 - CRISES & PERMANENCES

L'immigration : l'émergence en métropole d'une élite africaine

Philippe Dewitte 201

L'immigration : l'installation en métropole des populations du Maghreb

Pascal Blanchard, Eric Deroo, Driss El Yazami, Pierre Fournié et Gilles Manceron 213

Le crime : violence coloniale en métropole

Jean-Luc Einaudi 225

La culture métissée : le temps des échanges

Herman Lebovics 237

Bibliographie

Biographie des auteurs